



planète humanité

AVRIL 2016

PCF/pôle Écologie
Hervé Bramy
Valérie Gonçalves

37^e CONGRÈS : AMPLIFIER NOS PARTI PRIS ÉCOLOGISTES DANS L'ACTION

Si les communistes le décident, le 37^e congrès peut être un formidable vecteur d'approfondissement de nos partis pris écologiques comme éléments identifiants de notre projet politique pour la France, l'Europe et le monde. Avec le précédent congrès, nous avons franchi des étapes décisives. Pour donner de nouveaux prolongements, il est temps d'engager le débat.

Nous militons pour une société du bien vivre et du bien commun qui s'oppose aux choix courttermistes actuels, caractérisés par les conflits de classe, entre une minorité pour laquelle la finance est la seule boussole au détriment de l'immense majorité qui doit endurer inégalités, dégâts humains, sociaux et environnementaux.

L'aspiration à un autre développement, qui accorde la priorité à l'émancipation humaine, se cherche encore, à l'image de la diversité des mobilisations pour le retrait de la loi El Khomri. Toutefois, en avançant les contradictions capital/travail et capital/nature sont de plus en plus mises à nu.

Concrétiser dans la vie des avancées politiques de progrès n'est pas acquis d'avance. L'enjeu de la construction de rassemblements à vocation majoritaires pour la transformation sociale et écologique est pourtant essentiel. Pendant la COP21, nous avons cheminé sur cette voie en participant au débat politique, avec des forces diverses, pour sortir le monde des énergies carbonées.

Notre recherche de convergences, nos initiatives et nos propositions ont surpris quelquefois par leur singularité ; mais nous ne sommes pas parvenus à véritablement construire un « en-commun » qui s'élargisse au plus grand nombre. De ce fait, le débat sur les alternatives pour une écologie de progrès social et humain qui préserve la planète reste devant nous.

Ne tardons plus à discuter, il y a urgence à agir !

Hervé Bramy
membre du Conseil national du PCF
en charge du pôle Écologie



MAUVAISE nouvelle BONNE

les abeilles ouvrières
à Colonel-Fabien
se sont mises au boulot
on a hâte de goûter
leur miel

les amphibiens sont le
groupe vivant le plus me-
nacé sur terre, 41% des es-
pèces constituant le groupe
sont menacées, 168 espèces
ont disparu en 20 ans

dans ce numéro

- 2• La préservation de la biodiversité aux prises avec le mode de développement libéral, Patrice Carvalho député de l'Oise
Trois questions à Jean-Claude Perrin, président de l'Association protectrice des abeilles ivryennes
- 3• EDF et la filière industrielle du nucléaire doivent être confortées, Valérie Gonçalves responsable de la commission Énergie et Jean Barra membre de la coordination du pôle Écologie
Cap sur l'Arctique, Hervé Bramy, pour le groupe de travail Écologie du PGE
- 4• actualités : événements - informations - à lire et à diffuser - livres et publications

contact :
jyoudom@pcf.fr
01 40 40 11 59

Patrice Carvalho



député de l'Oise

la préservation de la biodiversité aux prises avec le mode de développement libéral

L'Assemblée nationale vient d'examiner, en seconde lecture, le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité.

La protection des espèces et des espaces naturels, l'encadrement et la gestion des ressources ont été l'objet, en 2010, d'un protocole signé par la communauté internationale à Nagoya au Japon. Il partait d'un constat : chaque année, 17 000 espèces disparaissent. Les scientifiques considèrent que nous sommes à la 6^e crise d'extinction des espèces. 60% des services écosystémiques mondiaux sont dégradés.

La France a une responsabilité particulière. Avec ses territoires d'outre-mer et son espace maritime – le deuxième du monde – elle dispose d'une richesse et d'une diversité de paysages et d'écosystèmes. Or, nous savons que l'activité humaine les dégrade. Opérer des changements profonds est au cœur du débat. Et ce n'est pas simple, car si la conscience de l'enjeu a grandi, la nécessaire mise en cause d'un mode de développement productiviste n'est pas acquise.

Parmi les mesures phares du projet de loi figure la création d'une Agence française pour la biodiversité chargée d'animer, de coordonner les politiques publiques dans le domaine de la prévention, de la conservation et de la protection de la biodiversité.

Mais disposera-t-elle des moyens d'agir ? Les 225 millions € accordés ne correspondent qu'à l'addition des moyens des structures existantes que l'Agence fusionnera. Les travaux de préfi-

guration en 2013 chiffreraient les besoins à 400 millions € par an, estimation confirmée en juin dernier. Ajoutons que les ressources envisagées proviendraient à 80% des seules factures d'eau des usagers.

Et puis, en termes d'objectifs, il y a les sujets qui fâchent. Les nombreuses modifications introduites par le Sénat tendent à relayer les lobbies des responsables aux atteintes à la biodiversité et le gouvernement lui-même freine des quatre fers des mesures pourtant nécessaires.

Il en est ainsi notamment de :

- la compensation écologique visant à prévenir un risque de dommage grave à l'environnement mais que le texte veut contenir « à un coût économique acceptable » pour les responsables
- l'interdiction de néonicotinoïdes, insecticides destructeurs des insectes pollinisateurs, nocifs aussi pour l'environnement et la santé, mais prévue seulement en 2018 alors que le Sénat avait tenté d'en différer la décision
- le droit pour les agriculteurs d'échanger leurs semences avec un voisin et de les ressemer, ce qui les libère du joug des semenciers industriels, selon un amendement que nous avons défendu
- la préservation de la biodiversité marine avec l'interdiction de la pêche en eaux profondes, qui dégrade et détruit les milieux marins.

Le projet de loi devrait être examiné par le Sénat en seconde lecture au mois de mai.

trois questions à

Jean-Claude Perrin



président de l'Association protectrice des abeilles ivryennes

Qu'attendez-vous de l'installation de ces trois ruches sur la toiture du siège du PCF ?

De continuer ce qui existe à Ivry pour lui donner plus d'ampleur auprès des gens en général. Depuis 2010, un rucher municipal, impulsé par Pierre Gosnat, a été implanté à Ivry dans le cadre de la biodiversité et de la protection des abeilles. Celles-ci subissent les agressions mortelles des pesticides comme le glyphosate contenu dans le trop connu Roundup de Monsanto et notre but est la suppression de ces produits qui menacent notre santé et celles de nos enfants.

Les abeilles par leur travail rendent un grand service à la nature. Pourquoi cette activité est-elle essentielle pour la société ?

Il est évident que les abeilles sont essentielles à la vie sur terre. c'est elles qui pollinisent fruits, légumes et plantes de toutes sortes, avec d'autres insectes pollinisateurs (abeilles sauvages, bourdons ou abeilles sauvages), sans elles beaucoup d'espèces végé-

tales nécessaire à la vie des hommes et animaux disparaîtraient.

L'abeille est notre baromètre vital, elle subit de plein fouet les conséquences des traitements de notre agriculture que nous impose les grandes industries de la chimie. Il faut que les abeilles vivent comme celles que nous avons à Ivry ou les fleurs qu'elles visitent sont exemptes de pesticides.

Peut-on dire que ce type de projet s'inscrit dans la reconquête alimentaire de nos villes ?

Difficile de dire que l'abeille s'inscrit dans la reconquête alimentaire de nos villes, mais il existe déjà des jardins partagés, jardins ouvriers, les villes replantent et offre des espaces verts et notre paysage urbain accueille maintenant abeilles sauvages, bourdon, papillons.

Les ruches sur les toits participent à ce renouveau et espérons que l'idée d'une nourriture plus saine fasse son chemin dans les têtes citadines.

Valérie Gonçalves

**responsable
de la commission
Énergie**
Jean Barra

**membre de la
coordination du
pôle Écologie**

EDF et la filière industrielle du nucléaire doivent être confortées

Des menaces pèsent sur la maîtrise nationale de nos choix énergétiques. Les premières concernent l'avenir d'EDF et la politique industrielle nucléaire, car les investissements d'avenir sont menacés.

Pour le PCF, les filières énergétiques françaises doivent faire l'objet d'un plan de développement industriel ambitieux. C'est vrai pour les EnR dont la cohérence de développement doit être complètement repensée ainsi que leur mode de financement afin de ne plus peser sur la facture des consommateurs via la CSPE.

Le secteur du nucléaire civil – troisième filière industrielle du pays – doit quant à lui disposer des moyens financiers et humains à la hauteur des enjeux, nationaux comme internationaux. Ce secteur, qui constitue un atout, doit être conforté pour relever les défis d'une énergie décarbonée et accessible à tous, EDF doit procéder à d'importants investissements. Le grand carénage doit permettre la rénovation, le remplacement de matériels, l'intégration de mesures post-Fukushima afin d'assurer le prolongement de la durée de vie des centrales en toute sécurité. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a confirmé qu'il n'y a aucune raison, du point de vue de la sûreté, de fermer Fessenheim, ni aucune centrale nucléaire française.

Or les ressources d'EDF sont pénalisées par la déstabilisation du marché électrique européen. Le prix de marché de gros de l'électricité en Europe – déconnecté des coûts de production – est tombé très bas du fait de la baisse du prix du baril de pétrole, du gaz, et surtout du charbon, et des subventions accordées aux ENR sur le dos des consommateurs. De ce fait, le recours accru aux énergies fossiles est amplifié, en particulier en Allemagne, au moment où il faut les réduire massivement.

Les conditions de reprise d'AREVA-NP imposées à EDF, suite au démantèlement de cette entreprise, sont très lourdes.

Enfin, malgré toutes les alertes, EDF doit-elle s'engager dans l'aventure hasardeuse de la construction des centrales EPR d'Hinkley-Point en Grande Bretagne ?

Ces problèmes peuvent déstabiliser EDF et la filière nucléaire. Le PCF demande un débat national pour construire un pôle public national de l'énergie. Celui-ci doit allier la maîtrise publique au service du droit à l'énergie pour tous, l'exigence de sécurité et de sûreté et un prix de l'énergie abordable. Pour cela, il faut une politique industrielle de l'ensemble du secteur enfin cohérente et appuyée par l'État. Le PCF continuera de porter ces choix d'avenir.



cap sur l'Arctique

Alors que rapports et études, fruits de coopérations scientifiques internationales, alertent sur les conséquences du réchauffement climatique qui provoque la fonte des glaciers, des États libéraux et des multinationales capitalistes lorgnent sur les ressources naturelles de l'Arctique.

Nous devons empêcher que cette terre devienne un terrain d'affrontements géopolitiques. En effet, la banquise a perdu environ la moitié de son volume en une trentaine d'années et contribue à l'élévation du niveau des mers. Des milliers de km² de terres sont aujourd'hui découvertes de toute glace, tandis que les sous-sols et fonds marins pourraient dès lors ne plus retenir le méthane qu'ils contiennent, accentuant les effets du changement climatique. Les pollutions produites ailleurs sont charriées par les grands courants marins comme aériens et viennent s'y concentrer détruisant les écosystèmes.

L'Arctique suscite de très nombreuses ambitions, bien au-delà des seuls pays riverains*. Car la fonte des glaciers peut ouvrir de nouvelles routes maritimes qui réduiraient les temps de transports et donc les coûts commerciaux, sans compter sur les perspectives accrues de ressources halieutiques. Par ailleurs, et c'est l'objet de toutes les convoitises territoriales, les réserves de gaz et de pétrole se-

raient gigantesques (un quart des réserves actuellement non découvertes selon certaines estimations). Dès lors les rivalités frontalières s'exacerbent et les opérations militaires se multiplient (l'OTAN d'une part – avec présence de l'aviation française – et d'autre part, la Russie). De ce fait, on peut craindre pour les traditions et droits des peuples ancestraux bien qu'ils soient représentés au Conseil de l'Arctique.

De son côté, l'Europe a adopté en 2011 des mesures de soutien à une « gestion efficace de l'Arctique » et occupe un siège d'observateur permanent au Conseil de l'Arctique. Toutefois son engagement n'est pas plus dépourvu d'intérêts mercantiles.

C'est pour toutes ces raisons que le groupe de travail *Écologie* du Parti de la gauche européenne a répondu favorablement à la demande de nos camarades du Parti communiste finlandais de participer à une journée de mobilisation pour préserver l'Arctique de toute occupation militaire, amplifier la coopération scientifique et être solidaires des droits des peuples ancestraux, le 6 juin prochain à Helsinki.

Hervé Bramy
pour le groupe de travail *Écologie* du PGE

* États-Unis, Canada, Russie, Danemark, Norvège, Islande et, pour d'autres raisons de proximité, la Suède et la Finlande.

ÉVÉNEMENTS

- Après la COP 21, la loi sur la transition énergétique d'août 2015, voilà que « la programmation pluriannuelle de l'énergie » (PPE) est en panne ! ce texte réglementaire doit tracer les objectifs pour la France en matière d'énergie. Ce devait être prêt le 8 mars et c'est renvoyé à une date ultérieure ? Belle pagaille !
- Le rhinocéros de Sumatra est une espèce en voie d'extinction. Il a deux cornes, il est petit et poilu. Mais on vient de le « retrouver » à Bornéo d'après le Fonds mondial pour la Nature.
- Des chercheurs de Montpellier et de Brest ont démontré le lien entre le réchauffement, la baisse de salinité et la concentration de bactéries pathogènes (du genre vibron) dans des lagunes du Languedoc. C'est très important pour l'avenir des huîtres et des moules de l'étang de Thau.
- L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime dans un rapport de mars 2016 que 23% des décès survenus dans le monde en 2012 (environ 12 millions) seraient dus aux pollutions diverses, aux changements climatiques ou à l'exposition à des produits chimiques. Encore un tableau qui démontre les inégalités environnementales de toutes sortes.

INFORMATIONS

- Le projet « Microcarb » vise à déterminer comment agissent les principaux puits de carbone de la planète. Ce micro satellite permettra de quantifier les volumes de CO2 émis ou absorbés par la végétation et les océans. (Défis du CEA, février 2016 n° 204)
- ICOS est un réseau de mesures des concentrations atmosphériques des gaz à effet de serre en Europe et dans les régions adjacentes. Il permet de suivre en temps réel l'évolution des émissions de GES naturelles et anthropiques.
- Des milliers d'espèces d'animaux ou de végétaux disposent de la capacité de se défendre contre un prédateur ou d'attaquer une proie en sécrétant des produits toxiques. Des travaux scientifiques veulent à partir de ce constat fabriquer des médicaments efficaces. Cette spécialisation s'appelle la « vénomique ».

COMMUNIQUÉ DU PCF

08.01.2016 : ALTEO « produire autrement pour préserver la Méditerranée ».

09.02.2016 : Le PCF résolument opposé à l'extraction des gaz de schiste.

21.03.2016 : « L'atout de la filière industrielle nucléaire doit être conforté ».

23.03.2016 : « Altéo : le gouvernement doit maintenir son engagement et ses exigences ».

À LIRE ET DIFFUSER

Progressistes n° 11, 2016. « Après la COP 21 », trois articles de S. Balibar, J. Cl. Cheinet et Cl. Aufort. Et un article sur la Camargue.

Economie & Politique, 2016, n° 738/739. H. Bramey : « COP 21, tout est affaire de changement ». M. Cl. Caillaud, A. Tournebire « EDF sorti du CAC 40. Fausse mauvaise nouvelle ou vraie bonne nouvelle ? »

L'Huma-Dimanche, 10 mars 2016. P. Sindic « La relance du nucléaire civil exige des garanties internationales de sûreté ».

L'Humanité, 18.03.2016. J. Barra : « Des choix de société sans tabou avec les technologies ».

La Revue du Projet n° 55, 2016. A. Bellal « Rénovation énergétique des logements ». T. Argant « L'archéozoologie. Comment les relations entre hommes et animaux ont-elles évolué à travers les âges ».

LIVRES ET PUBLICATIONS

La biomasse, énergie d'avenir, H. Bichat, Paul Mathis. Ed. Quae. 2013. 225 p.

La 6^e extinction, Élisabeth Kolbert. Librairie Vuibert. Traduction française. Août 2015. 349 p.

Quel futur énergétique pour les villes ? Écoquartiers et scénarios urbains, Gilles Debrizet. La documentation française. 2016.

Agromots, Laurent Cointot, Eric Connehaye, Jean-François Launay. Ed. Quae. INRA. 2016. 169 p.